

# 23ème ÉDITION DU FORUM DE BAMAKO: Un débat autour des services sociaux de base et du capital humain

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 22 MAI 2023

# 1350

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Forum de Bamako

## Fin de la 23ème édition



**Gouvernance territoriale et locale : Experts et spécialistes donnent des pistes de réflexion**



**Panel VII du Forum de Bamako : « Approche sécuritaire, prévention et paix » au cœur des débats**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**21** Mai  
2023

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**56**

Nouveaux cas confirmés

**00**

Nouveaux guéris

**01**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**708 540** Vaccinations incomplètes

**3 708 194** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33 148**

**Guéris**

**32 329**

**Décès**

**743**

dont 00 fait l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social



P.11



P.16



P.21



## / Une /



Forum de Bamako : Fin de la 23ème édition

P.5

## / Brèves /



Burkina Faso : « Une douzaine » de civils meurt après une attaque près du Mali  
Diplomatie : Azali Assoumani attendu à Bamako ce mois de juin  
Référendum et baccalauréat : Le gouvernement assure qu'il n'y aura pas d'impact mais...  
General de division Todd R. Wasmund : Sur le sommet des forces terrestres africaines 2023

P.10

P.10

P.11

P.11

## / Actualité /



23ème ÉDITION DU FORUM DE BAMAKO : Un débat autour des services sociaux de base et du capital humain  
Panel VII du Forum de Bamako : « Approche sécuritaire, prévention et paix » au cœur des débats  
Moussa Mara au Forum de Bamako : « L'emploi, c'est le problème numéro un dans tous nos pays du sahel ! »

P.14

P.15

P.16

## / Politique /



Gouvernance territoriale et locale : Experts et spécialistes donnent des pistes de réflexion  
Gestions traditionnelles des crises : L'implication des légitimités traditionnelles au cœur du forum

P.20

P.21

## / Culture & société /



23ème édition du Forum de Bamako : Quelques images de la soirée culturelle du Samedi 20 Mai 2023

P.23

## / International /



Sommet Chine-Asie centrale : Solidarité pour une coopération régionale plus dynamique  
Listes électorales : Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé recalés  
Communication sur l'interview de monsieur Ousmane Sonko

P.25

P.26

P.27

## / Sport /



La domination du Mali : Résultat des programmes de développement des jeunes, selon l'entraîneur Moussa Sidibé

P.29

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



# LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

## Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



## INPS Au service des assurés sociaux

**Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités**





## Forum de Bamako

### Fin de la 23ème édition

La 23ème édition du Forum de Bamako s'est achevée le samedi 20 mai 2023 après trois jours de travail, de partage d'expériences et d'échanges. La cérémonie de clôture a eu lieu à l'hôtel Azalaï et a permis de présenter les résultats des travaux effectués pour améliorer les prochaines éditions et atteindre les objectifs généraux de la rencontre annuelle.

Des panels, des échanges, des partages d'ex-

périences, des débats de haut niveau avec des experts et de la convivialité ont marqué cette 23ème édition du Forum de Bamako qui s'est tenue du 18 au 20 mai 2023 dans la capitale malienne. Pendant trois jours, les réflexions ont porté sur le thème : "Développement local comme facteur de paix". Des propositions de solutions ont été faites pour l'émergence du Mali et de l'Afrique en vue d'atteindre les objectifs de développement durable.

#### Synthèse des travaux

Le Pr. Alioune SALL, Directeur exécutif de l'Institut des Futurs Africains, a fait la synthèse des différentes recommandations et a expliqué que les propositions pour le développement local ont été faites en fonction des défis auxquels les pays sont confrontés. Selon lui, la notion de développement local n'était pas bien comprise par les participants, mais ils ont profité de l'occasion pour éclairer les lanternes sur ce sujet. La jeunesse représente un atout pour le continent et doit s'impliquer activement. Les travaux doivent également porter sur l'économie et la culture pour une valorisation accrue des ressources. La transformation économique et culturelle est un enjeu de taille pour le développement local et nécessite



de faire des collectivités locales des partenaires économiques de paix. La gouvernance territoriale est un aspect important qui contribue à la prévention et la gestion des conflits communautaires.

### Satisfaction des participants

Pour rappel, la cérémonie de clôture a enregistré la présence d'éminentes personnalités, dont El Ghassim Wane, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Mali et chef de la MINUSMA au Mali, des ambassa-

deurs et des représentants du corps ministériel.

Représentant le colonel Abdoulaye Maïga, Ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, M. Aly Guittaye, directeur général adjoint des collectivités territoriales, a félicité la Fondation Forum de Bamako pour la tenue de cette 23ème édition qui aura permis de réfléchir sur les problématiques liées au développement local. À l'en croire, les propositions et recommandations faites à l'issue de la rencontre se-

ront prises en compte par les autorités du pays.

Pour finir, le président de la Fondation Forum de Bamako, M. Abdoullah Coulibaly, a réitéré ses remerciements à l'endroit de l'ensemble des participants pour leur engagement. "Les résultats issus de la 23ème édition du Forum de Bamako serviront de feuille de route pour un meilleur développement local au Mali et en Afrique", a-t-il conclu.

Siguéta Salimata DEMBELE





## Ammy Baba Cisse



« Il n'y a pas de guerre propre, il peut y avoir des choses qu'on ne maîtrise pas. Ne racontons pas ce qui n'est pas » Me Moctar Mariko

## NIANG TV



Renouveau FOLY AWARD , Binguini Bakhaga, meilleure artiste 2022 ayant eu plus de vote. Elle gagne la voiture. Félicitations !

## Kassoum Thera



La Côte d'Ivoire donnait au Mali l'électricité à moins 80 FCFA le kW/h et avec nos groupes électrogènes la production avoisine près 200 FCFA kW/h. Il ya problème

## Kadialy Koité



Au Tchad à Timberi, 08 soldats français tués par les abeilles ce Vendredi 19/05/2023 Même la nature a horreur de cette France

Tweet



Serge Daniel  
@SergeDa58898703

#Mali Très difficile accouchement du nouveau gouvernement pour le moment .Le Président de la Transition souhaite un gouvernement de large ouverture.Pas encore de noms sur les postes . Mais des mécontents , très mécontents pointent du nez. Regardez vers qui se tourne mon regard

## Diallo Fatoumata



J'AI AUCUNE HONTE DE PRENDRE L'AIDE OC-CIDENTALE,C'EST NOTRE ARGENT VOLÉ QU'ILS NOUS RENVOIENT. AYAMINAI PIAN



El-Ghassim Wane  
@elghassimw

Discussions approfondies hier au #Nigeria 🇳🇮, avec le Président de la Commission de @ecowas\_cedeao, O. A. Touray, sur le mandat de @UN\_MINUSMA & notre appui au processus de transition au #Mali 🇲🇱, notamment au sein du Comité local de suivi de la Transition avec @\_AfricanUnion.



## MALI KANU



LA MAMAN RÉITÈRE SES DIRES CONCERNANT FRANK KESSIE.

La mère présumée de Franck Kessié, un joueur de football ivoirien, réitère ses accusations.

Dans une nouvelle interview, elle affirme que l'épouse du père de Kessié et ses amies la menaçaient lorsqu'elle rendait visite au père de "son fils".

Ces menaces l'ont obligée à retourner à Sinoe, au Liberia. (Gist Station)



## ■ Ben Ibrahim

95 % des ministres n'ont pas de bilan à présentés aux peuples. On attends Asso



## ■ Primature du Mali



PRIMATURE: LE PREMIER MINISTRE REÇOIT UN INVESTISSEUR NIGERIAN.

C'est à l'invitation de la Directrice de l'entreprise F H AFRICA GLOBAL SERVICE-SA Mme

TRAORE FATIMATA MINT que l'homme d'affaire Nigérian M.Mohamed TURAD et son partenaire

Jordanien lui même Chef d'entreprise sont arrivés à Bamako. Ces Chefs d'entreprise ont tenu à rencontrer le Premier ministre qu'ils considèrent comme un leader panafricaniste de référence mais aussi pour renforcer la coopération entre nos deux pays aux mêmes destins. M.Mohamed TURAD ambitionne d'investir au Mali dans plusieurs domaines notamment la Sécurité, les mines, les télécommunications etc... Outre Mme Traoré les Chefs d'entreprise étaient accompagnés par Oumou Sangaré celle là même qui a été distinguée par le Président Buhari ambassadrice pour l'Afrique. En reconnaissance de cette marque d'estime l'artiste malienne se félicite de cette rencontre avec le Chef du gouvernement. Elle a saisi l'occasion pour présenter sa médaille d'ambassadrice au Chef du gouvernement.

Le Premier ministre a félicité les jeunes entrepreneurs pour leur démarche avant de les rassurer qu'ils sont chez eux au Mali. Le Chef du gouvernement a réaffirmé toute la disponibilité du Mali à accueillir nos partenaires Africains. Au Mali, dira Choguel Kokalla Maiga, un Africain n'est pas un étranger. Le Chef du gouvernement a invité ses hôtes à saisir le gouvernement officiellement. Un examen approprié sera réservé comme suite par les départements techniques qui seront concernés.

Déjà le Premier ministre rassure que compte rendu sera fait à qui de droit.



1ERE SESSION DU COMITÉ DE PILOTAGE DE LA PLATEFORME NATIONALE « UNE SEULE SANTÉ » AU MALI

LE PREMIER MINISTRE ENGAGE LES ACTEURS A RELEVER LE DÉFI

La toute première session du comité de pilotage de la plateforme

nationale "une seule santé" a été présidée par le Premier ministre Choguel Kokalla MAIGA. A ses côtés, le Ministre de la Santé et du Développement social, Mme Dieminatou Sangaré, Ministre du Développement Rural, M. Modibo KEÏTA, le Ministre de l'Environnement, de l'assainissement et du développement durable, Modibo KONE et le Ministre Directeur de Cabinet du Premier ministre, Mohamed Sida DICKO.

"Une seule santé" est une plateforme qui est à l'échelle mondiale, une alliance entre l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA), l'OMS et la FAO, afin de prévenir, détecter et contrôler les maladies zoonotiques.

Elle est également cette approche transversale de prévention et de traitement des maladies. Une synergie entre plusieurs départements d'où l'exigence de synergie afin de réunir les conditions d'une gestion efficace et efficiente des maladies. Cette plateforme permet de surveiller l'environnement et ses évolutions afin de préparer une riposte en cas d'épidémie.

La stratégie de sa mise en oeuvre est déclinée en 5 axes :

- La coordination et la communication,
- La surveillance épidémiologique,
- La préparation et la réponse,
- La recherche et la formation
- Le renforcement de capacités.

Le Premier ministre a salué la bonne coordination des activités du comité, qui est un cadre de concertation multidisciplinaire. La mise en oeuvre de la stratégie permettra une nette amélioration du système de santé et aura un impact direct sur la prise en charge des malades.

Selon le chef du gouvernement, l'extension des services de soins de santé augmentera les performances du système de santé au Mali. Le Premier ministre Choguel Kokalla MAIGA a vivement exhorté les départements ministériels et les directions nationales des secteurs concernés à s'approprier la plateforme et ses axes stratégiques afin de participer à la bonne exécution des missions assignées et atteindre les objectifs visés.

CCRP/Primature





## ■ Mamadou Ismaila KONATE



Un rapport d'enquête de l'ONU/MINUSMA sur Moura/Mali met en avant des agissements à l'origine de tueries de masse portant 500 morts fait réagir le Gt du Mali qui dénonce un complot. Entre enquête et complot ...Fixez un rappel pour mon prochain Espace !

Moura : enquête onusienne ou complot contre le Mali ?#DébatsDe-CitéMKO

## ■ Macky Sall



Une CAN de football de plus dans l'escarcelle du Sénégal ! Chaleureuses Félicitations à nos Lionceaux U17 et à leur staff qui viennent de remporter avec brio la #CAN de leur catégorie. Parcours héroïque ponctué par une finale époustouflante. Bravo chers Lionceaux ! Nous sommes fiers de vous. Vive le Sénégal



## ■ Fenelon MASSALA



L'Otan vient de subir une défaite à Bakhmut, pas contre l'armée de la Fédération de Russie, mais contre le groupe Paramilitaire Wagner qui vient de faire tomber le dernier veroux de la résistance otanienne avec ses mercenaires. Le chef de Wagner annonce que le 25 mai Wagner procédera au transfert des positions conquises à l'armée Russe .

## ■ Jean-françois Niang



Après près d'un an et des milliers de morts pour une ville! Quelle performance! Quel couillon ce type. Comme DAB, il y a toujours des GOGOLS qui admirent ce genre d'individus

## ■ Karim Sylla



Rappel: Le 6 Avril 2022 (13 mois déjà) le PM Choguel Maiga à propos de Moura disait "cette fois-ci, nous avons insisté avec le président, il faut que l'enquête aboutisse, et qu'il y ait des résultats de l'enquête; il ne suffit pas d'ouvrir mais il faut qu'il y ait des résultats."

## ■ Gouvernement du Mali



### Alerte Météo

Des orages, accompagnés de pluie, se produiront localement ce dimanche 21 mai 2023 en fin de journée ou courant de la nuit dans les régions de Nioro, Koulikoro, Koutiala, San, Sikasso, Ségou, Bougouni, Dioila et Kita et Kayes (sud).

Pluie attendue dans le District de Bamako et environs au courant de la nuit.

Cellule Communication du Ministère des Transports et des Infrastructures / Agence MALI-MÉTÉO !



Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com  
Site : www.malikile.com

**Burkina Faso : « Une douzaine » de civils meurt après une attaque près du Mali**



Une douzaine de civils a été tuée dans une attaque menée par des djihadistes présumés vendredi soir contre une localité de l'ouest du Burkina Faso frontalière du Mali, ont indiqué samedi à l'AFP un responsable local et des habitants. «Le village de Kié, situé à deux kilomètres de l'entrée de Djibasso, a été la cible d'une attaque par des individus armés non encore identifiés, vendredi soir aux environs de 20h00» (locales et GMT /22h à Paris), a déclaré à l'AFP un responsable local sous le couvert de l'anonymat.

«Le bilan fait état d'une douzaine de personnes tuées par les assaillants qui ont également fait des dégâts matériels», a-t-il poursuivi. «Les assaillants venus en grand nombre ont encerclé le village. Ils ont sommé les habitants de vider le village avant d'incendier certaines habitations», a de son côté expliqué un habitant de Djibasso, évoquant un bilan de «quatorze morts et des blessés».

**UNE SEMAINE SANGLANTE**

Cette attaque vient alourdir le bilan d'une semaine sanglante au Burkina Faso, avec plus d'une cinquantaine de civils tués par des djihadistes présumés dans diverses parties du pays. Selon un autre habitant qui a trouvé refuge à Nouna, la principale ville de la zone qui accueille quelque 6000 déplacés fuyant les violences, un autre village voisin a été ciblé jeudi par des djihadistes. «Bouakuy, situé à 4 kilomètres de Djibasso, a également été sommé par des terroristes jeudi matin de quitter définitivement les lieux sous peine de représailles dans les jours à venir», a-t-il affirmé.

Après le Mali et le Burkina, quelle base arrière pour l'armée française au Sahel ?

Depuis quelques semaines, les attaques violentes se multiplient dans la région de la Boucle du Mouhoun (ouest), frontalière du Mali. Dimanche, au moins 13 personnes ont été tuées par des individus armés non identifiés, à Haouréma-Karekuy, une localité située à 10 km au nord de Nouna. Le 13 mai, 33 civils avaient été tués dans une attaque de djihadistes présumés dans le village de Youlou toujours dans cette région de la Boucle du Mouhoun. Ce jeudi, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Nouna, pour réclamer davantage de sécurité. Selon des habitants de la zone, la circulation est devenue très dangereuse sur les divers axes autour de Nouna et Djibasso, en raison de l'activité des groupes djihadistes.

Le Burkina, théâtre de deux coups d'État militaires en 2022, est pris depuis 2015 dans une spirale de violences djihadistes apparues au Mali

**Diplomatie : Azali Assoumani attendu à Bamako ce mois de juin**



**Le président comorien Azali Assoumani, non moins président en exercice de l'union africaine est attendu en juin à Bamako. Selon nos sources, il viendra s'enquérir des mesures prises pour la bonne tenue du référendum constitutionnel prévu le 18 juin.**

Quatre mois après avoir été élu à la tête de l'Union africaine, le chef de l'Etat de l'archipel des Comores, le colonel Assoumani Azali Boinaheri, président en exercice de l'Union africaine est attendu au Mali le moins juin. C'est la première fois que M. Azali foulera le sol malien depuis qu'il a accédé au pouvoir et est devenu chef de l'Etat à l'issue d'un coup d'Etat, le 30 avril 1999, avant d'être élu président de l'Union des Comores en 2002, 2016 et 2019.

D'après nos sources et confidences le président en exercice de l'Union africaine espère mettre sur pied une médiation avec le Mali, la Guinée Conakry et le Burkina dans l'optique de les réintégrer au sein de l'organisation. Lors du 36e sommet de l'instance panafricaine, les ministres des Affaires étrangères des trois pays susmentionnés en Transition ont plaidé la levée de la suspension de leur pays à l'Union africaine. Le chef de l'Etat de l'union des Comores devrait aussi s'enquérir des mesures prises pour la bonne tenue du référendum constitutionnel prévu le 18 juin. Idem pour les autres élections qui vont suivre ce référendum pouvant conduire au retour à l'ordre constitutionnel.

Cette année et l'année prochaine, le continent africain connaîtra au moins huit élections majeures. Généralement, en Afrique les périodes électorales sont sources des tensions. Cette situation conduit souvent à des émeutes entre le gagnant et le perdant et qui dégénèrent en guerre civile. Pour pallier cette situation, le président en exercice de l'Union africaine entend prendre les devants en trouvant des mécanismes pour éviter tout conflit post-électoral.

Ousmane Mahamane / Source : Mali Tribune

et au Niger quelques années auparavant et qui s'est étendue au-delà de leurs frontières. Les violences ont fait depuis sept ans plus de 10.000 morts, civils et militaires, selon des ONG, et plus de deux millions de déplacés internes.

Source : lefigaro avec AFP



**Référendum et baccalauréat :  
Le gouvernement assure qu'il n'y aura pas d'impact mais...**



Le référendum sur le projet de nouvelle constitution est prévu le 18 juin alors que s'ouvre l'examen du baccalauréat le 19 juin, le lendemain. Si beaucoup pensent qu'il y aura un risque, le gouvernement de transition assure qu'il n'y aura pas d'impact.

**D**ans une note circulaire adressée aux différents directeurs d'Académie d'enseignement, il est demandé à ces derniers d'épargner tous les centres d'examen du baccalauréat y compris le personnel engagé dans l'organisation des activités référendaires.

“Retenir essentiellement les enseignants du préscolaire et du fondamental dans les activités référendaires, rendre disponibles et afficher les décisions des présidents et de surveillants de centres d'examen, au plus tard le mercredi 14 juin 2023. Anticiper la tenue des réunions préparatoires et communiquer largement sur la localisation des centres d'examen afin que les candidats puissent les identifier facilement” sont, entre autres, des mesures prises pour qu'il n'y ait pas de cafouillage entre le référendum et l'examen du baccalauréat.

Si le gouvernement reste formel que ces deux événements n'auront pas de collusion en raison des dispositions prises, des voix s'élèvent au niveau de certaines académies tant bien au centre et au nord du pays en proie à une insécurité où on note un manque cruel de personnel enseignant. “Ces mesures n'ont aucun sens. A Ségou ville seulement, nous avons un manque crucial des structures scolaires et des personnels. Sans ambiguïté le référendum aura un impact sur le baccalauréat parce qu'il y a certains centres d'examen qui seront utilisés pour ce scrutin”, a laissé entendre un agent de l'académie de Mopti qui a préféré garder son anonymat. Dans le même registre, pour la bonne réussite de l'examen, la ministre de l'Education nationale a rencontré le jeudi 11 mai les différents secrétaires généraux des syndicats de l'éducation. But de cette rencontre : avoir l'adhésion des différents secrétaires syndicaux pour la réussite des examens de fin d'année.

Selon les intersyndicaux, la réussite des examens est un devoir de responsabilité pour eux. “Nous allons œuvrer pour la réussite pour le bon déroulement des examens”, a déclaré un membre des syndicats.

Ousmane Mahamane / Source : Mali Tribune

**General de division Todd R. Wasmund :  
Sur le sommet des forces terrestres africaines 2023**



Un partenariat civilo-militaire pour relever les défis communs. Selon le commandant de la Force opérationnelle sud-européenne de l'armée américaine, Afrique, le général de division de l'armée américaine Todd R. Wasmund, le sommet a été un cadre d'échange des idées, d'apprentissage d'expériences de chacun et de discussions des moyens de relever des défis communs. Ce qui fait du Sommet des forces terrestres africaines, à ses yeux, un événement incroyablement important.

**T**enue le lundi 10 mai dernier à Abidjan (Côte d'Ivoire), la 11e édition du Sommet des forces terrestres africaines, (ALFS) a impliqué plus de 300 participants des forces terrestres de 46 pays, 39 partenaires africains, cinq partenaires européens, les États-Unis et le Brésil. En effet, l'approche de l'armée américaine en Afrique est dirigée par des partenaires et facilitée par les États-Unis. « Cela signifie avant tout que nous écoutons nos partenaires, les défis auxquels ils sont confrontés et les solutions vers lesquelles nous travaillons ensemble », explique notre conférencier, général Wasmund. Il témoignera que cette année l'événement a eu un groupe diversifié de dirigeants militaires, civils et universitaires pour guider les discussions sur le thème “relever les défis de sécurité par le biais de partenariats civilo-militaires”. Les séances plénières ont porté sur les opérations de maintien de la paix, les moteurs de l'instabilité, l'extrémisme violent et plusieurs autres sujets sous l'égide de l'importance des relations civilo-militaires. Des sessions parallèles ont été également organisées pour les hauts dirigeants enrôlés sur le rôle du sous-officier et comment l'autonomisation des chefs enrôlés renforce la confiance et l'efficacité des équipes dans notre armée. « Chaque pays ici apporte ses propres idées, ses propres priorités et ses propres défis, et représente également son potentiel », a fait savoir notre général. Il faut souligner que les États-Unis, aident ses partenaires à accroître leur capacité et leur aptitude à vaincre les menaces, qu'il s'agisse de l'extrémisme violent ou d'autres sources d'instabilité, comme nous en avons discuté cette semaine lors du sommet. « Nous sommes toujours préoccupés par la prolifération des armes ». Cependant, pour notre général, ce sommet est différent dans le sens où il y a un peu de renouveau dû au fait qu'il n'a pas été organisé en Afrique depuis quelques années.

Ibrahima Ndiaye / Source : Mali Tribune



# Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

## REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, entouré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé le « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

## CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques. Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privées. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

## COURS ET ATELIERS:

24 heures de cours d'anglais. Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

## ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe

Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

## LOISIRS:

• Des demi-journées d'activités sportives et culturelles  
• Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous

Descente en rappel – Aeroball – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Aérobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.

Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

## ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Avant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires. Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.



Dates  
Séjours 2023  
Du 1<sup>er</sup> au 14 Août  
ou  
Du 14 au 27 Août

Tarifs:  
2 000 000 FCFA  
Frais d'inscription:  
300 000 FCFA

Séjour  
Exceptionnel  
à Dakar pour  
les formalités  
de visas en  
juillet 2023

MADE IN  
BRITAIN



City Sightseeing  
Dubai

Hop On - Hop Off

City Sightseeing Dubai's hop-on hop-off bus tours combine sightseeing with transportation, allowing you to plan your itinerary. These tours will allow you to experience a scenic glimpse of Dubai's diversity. Visit historical areas taking you back in time, view incredible skyscraper landscapes, experience a magical paradise along the coast and admire the beautiful Dubai Marina. Audio commentary is available in 12 languages. Routes include over 45 stops showing the most popular attractions around Dubai.



WE SHOW YOU DUBAI!  
DISCOVER DUBAI FROM  
THE BEST VIEWPOINT

24 24 HR TICKET INCLUDES: Night Tour, Arabian Dhow Boat Cruise, RTA Waterbus (Abra) Ride, Dubai Museum Entry, Sheikh Saheed Al Maktoum House Entry, VIP Global Village Ticket (November-April), Al Ghana Centre Shopping Discount Card & 5 other Museums.

48 48 HR TICKET ADDITIONALLY INCLUDES: Dubai Aquarium and Under Water Zoo Entry & Sharjah Tour (Shuttle bus to Sharjah available)



FREE Night Tour



FREE Dhow Cruise



FREE Dubai Museum



FREE Water Taxi



FREE Sheikh's House

24/48  
24/48



On-board



Book your City Sightseeing ticket with Emirates Holidays and enjoy a complete tour around the city.

# WARABIZ TOUR

Emirates  
Holidays

BAMAKO - DUBAI VIA DAKAR  
SÉJOUR - DUBAI :  
DU 05 AU 19 AOÛT 2023

Tarifs : 1 800 000 FCFA  
Frais d'inscription : 300 000 FCFA



Emirates Holidays - BAMAKO - DUBAI

# ANGLETERRE 2023

REJOIGNEZ-NOUS À  
BARTON HALL

LES MEILLEURS PARCS  
D'ATTRACTIONS  
DE LONDRES



An Amazing Experience With us

13 ans  
D'Expériences

WARABIZ  
N'attendez plus que ce moment-là  
Avec le plaisir

SEBENIKORO, BP : E 3535  
Rue : 415 Porte 200 Dernière  
l'Agence Kalo Jiginew  
CONTACTS : +223 76 47 36 71 / 65 25 70 27  
Bamako - Mali / E-mail : warabizmali@yahoo.fr



WARABIZ  
N'attendez plus que ce moment-là  
Avec le plaisir

SEBENIKORO, BP : E 3535  
Rue : 415 Porte 200 Dernière  
l'Agence Kalo Jiginew  
CONTACTS : +223 76 47 36 71 / 65 25 70 27  
Bamako - Mali / E-mail : warabizmali@yahoo.fr







## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

**Article 6:** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

# 23ème ÉDITION DU FORUM DE BAMAKO :

## Un débat autour des services sociaux de base et du capital humain



La 23ème édition du Forum de Bamako a consacré un panel, le vendredi 19 mai 2023 à l'hôtel Azalaï sur le thème : « La disponibilité des services sociaux de base et du capital humain ». Un thème qui a été vigoureusement débattu par d'éminentes personnalités et des spécialistes du domaine. Le panel était aussi l'occasion de discuter des enjeux majeurs du développement local et communautaire comme facteur de paix et de sécurité.

Dans la mouvance de la célébration de la 23ème édition du forum de Bamako, plusieurs panels ont été organisés, dont celui axé sur « la disponibilité des services sociaux de base et du capital humain ». Une thématique d'envergure qui a été présidée par M. Ousmane Oumarou Sidibé, ancien président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR).

En effet, la grande rencontre annuelle initiée par la fondation Forum de Bamako se donne comme objet de discuter sur des thématiques visant à développer le continent africain dans sa généralité. D'où le choix du thème de ce troisième panel organisé à l'occasion de sa 23ème édition. Pour mieux décortiquer la problématique, différents sous-thèmes ont été

traités par d'éminents experts.

### L'eau potable comme facteur de développement

Mahamadou Mahamoudou, directeur de l'Association des Amis pour le Développement Intégré du Sahel-Mali (AADIS-Mali), a pour sa part parlé du développement local et de l'accès à l'eau en tant que facteur de développement durable et de paix. Un thème pertinent et capital pour le Mali et le Sahel. « Le développement local sous-entend beaucoup de choses, dont l'accès à l'eau potable pour toutes les populations », a-t-il affirmé. D'après les explications du directeur de l'AADIS-Mali, le Mali, comme tout autre pays, a besoin d'eau pour s'émerger. Parlant de notre pays, Mahamoudou soutiendra que le pays regorge d'énormes potentiels pour dissiper le problème d'eau. « En milieu rural, il faut que notre pays commence à utiliser les eaux souterraines pour assurer le développement de la localité », indique-t-il. En fait, pour lui, le développement local est un aspect majeur pour le développement de manière générale. Pour le cas des zones reculées, il expliquera que des efforts considérables doivent être fournis pour mieux soutenir le maraîchage. Et parlant de l'eau potable, il a proposé de creu-

ser des forages dans les localités en besoin.

Intervenant à son tour, Jean Paul Éric Yombi, journaliste et écrivain camerounais, a expliqué que le développement local ne peut être effectif qu'avec une éducation et un enseignement supérieur harmonieux. De son avis, pour que nos pays se développent localement, il faut mettre un accent particulier sur l'éducation.

En somme, les panélistes ont unanimement affirmé qu'avant de poser toute action, il est nécessaire de mieux connaître les territoires pour poser des actions pouvant satisfaire les besoins des populations. « Il faut chercher à connaître ce que les populations ont comme besoin pour mieux les satisfaire », ont-ils ajouté.

Sur un autre plan, les panélistes ont fait connaître que les différents points évoqués plus haut sont des moyens redoutables pour mobiliser durablement les acteurs autour d'un projet à la fois économique, institutionnel, social et culturel avec comme finalité l'atteinte des ODD et ceux de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Siguéta Salimata DEMBELE



## Panel VII du Forum de Bamako : « Approche sécuritaire, prévention et paix » au cœur des débats

Dans le cadre de la 23ème édition du Forum de Bamako sur le thème « Développement local comme facteur de paix et de sécurité », le panel VII, intitulé « Approche sécuritaire, prévention et paix », a été longuement présenté par les experts. C'était sous la modération de Boubacar S Traoré.

Le panel VII fut très riche. Il a enregistré trois communications. En effet, dans sa communication, le Coordinateur national du secrétariat national du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP Mali) a indiqué « Le Partage d'expérience du Programme d'appui à la Stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'État de droit comme facteur de sécurité ». Il a expliqué les activités que mène son organisation, WANEP Mali, dans le cadre de la sécurité humaine. Il ressort de sa communication que le Programme d'appui à la Stabilisation du Mali à travers le Renforcement de l'État de Droit-PROSMED dont le WANEP Mali est un partenaire de mise en œuvre est articulé autour de quatre (4) principaux axes. Ils sont : le développement des architectures de paix ; l'accès à la Sécurité et à la Justice ;

la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance ; la lutte contre la radicalisation et la prévention de l'extrémisme violent.

Le paneliste a, en outre, indiqué que ces comités constituent le dernier maillon de l'architecture de la réforme du secteur de la sécurité au niveau national. Le coordinateur national du secrétariat national du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP Mali), Mahamady Togola, a formulé des recommandations pour la mise en œuvre correcte des comités consultatifs de sécurité. Ces recommandations sont : Plaidoyer pour que le décret du Premier ministre précisant les indemnités de prise en charge du fonctionnement des comités consultatifs puisse voir ; Plaidoyer pour la relecture du décret consacré à la mise en place des comités afin d'optimiser la participation des femmes et des jeunes dans l'animation des comités consultatifs de sécurité ; Une forte implication des populations dans les actions de recherche de paix.

Quant à la communication de Ben Chérif Diabaté, elle portait sur « les mécanismes traditionnels de gestion de conflits ». Le panéliste,

dans sa présentation, a indiqué que le mécanisme traditionnel de gestion des conflits véhicule et inculque des rapports conviviaux entre membres d'un même lignage, l'acceptation et le respect de l'autre, les vertus sociales comme le goût de l'effort, le courage, l'intégrité, la soumission à la morale sociale, le patriotisme, la défense du bien commun, la tolérance, la solidarité... Le journaliste à la retraite a insisté sur l'importance de la justice transitionnelle dans la gestion des conflits. Il ressort de sa communication que les autorités traditionnelles ont un rôle important à jouer dans la prévention et la gestion des conflits au niveau local.

L'expert en communication traditionnelle a donné des exemples pratiques de gestion des conflits à travers des mécanismes traditionnels au Mali et dans la sous-région. Il s'agit de : l'affaire du Syndicat autonome de la magistrature contre le Maire du district de Bamako et le DG de l'ORTM ; l'affaire de la Cour constitutionnelle contre le parti Adema et certaines presses écrites ; l'action du CONAGRISAPAD (Comité national des griots du Sénégal pour le soutien à l'action du Président Abdoul Diouf) ; la réussite de la médiation des griots/communicateurs traditionnels dans la crise postélectorale issue des dernières élections communales de 2004 dans la commune de Massigui entre les partisans et les opposants du nouveau maire élu.

Le panéliste a également formulé plusieurs recommandations allant dans le sens de l'implication des acteurs traditionnels dans la gestion des conflits. Elles sont : retenir que



les hommes, les femmes et les jeunes ont joué et continuent de jouer ensemble un rôle important pour le maintien de l'équilibre de la société ; inviter l'administration malienne à intégrer les valeurs traditionnelles dans le mécanisme juridique et administratif pour aller à la bonne gouvernance ; plaider pour l'implication des femmes et des jeunes afin d'appuyer les autorités traditionnelles dans le processus de la prévention et de la gestion des conflits au Mali ; réengager le débat sur le mécanisme traditionnel de gestion de conflits.

Dr Saran Daraba Kaba, présidente du Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix (REFMAP), a axé sa présentation sur les mécanismes traditionnels de gestion de conflits utilisés pour l'aboutissement à "un accord inter Libérien". Selon elle, les pays africains doivent se baser sur les techniques propres à eux dans la gestion des conflits.

Cette panéliste guinéenne a recommandé aux pays africains de : mettre au-devant les valeurs sociétales africaines dans la gestion des conflits ; mettre un accent de la famille dans l'éducation à la paix.

Au cours des échanges, il a également été souligné qu'au-delà des autorités traditionnelles, les autorités religieuses ont également d'importants rôles dans la gestion des conflits au Mali et dans beaucoup de pays d'Afrique. Pour Bajan Ag Hamatou, il est impossible de construire des sociétés sans tenir compte de ses valeurs. "La stabilité de notre pays dépend des leaders traditionnels. Le chef traditionnel, c'est l'homme qui impose la paix", a déclaré ce participant.

Suite aux débats, plusieurs recommandations ont été formulées par les participants. Il s'agit de : la non-implication des politiques dans la désignation des chefs traditionnels ; la lutte contre la désinformation dans la quête de paix ; l'implication des femmes dans l'alerte précoce ; l'implication des chefferies traditionnelles au premier plan dans la gestion de la crise malienne.

Anguimé Ansama

## Moussa Mara au Forum de Bamako : « L'emploi, c'est le problème numéro un dans tous nos pays du sahel ! »

**P**remier ministre du Mali en 2014 et 2015, Moussa Mara participait au XXIII<sup>e</sup> forum de Bamako créé par Abdoullah Coulibaly. L'occasion d'une interview exclusive, où il parle de la nécessité d'une décentralisation et de la lutte contre le terrorisme au sahel.

**.APP – Vous participez actuellement au Forum de Bamako, consacré au « Développement local comme facteur de paix et de sécurité ». N'est-on pas là au cœur de l'actualité et des soucis du Mali ?**

Moussa MARA – Absolument ! Pour l'ancien maire de la Commune IV de Bamako que je suis, c'est une thématique qui me parle sérieusement et parfaitement. Et pour l'avocat de la décentralisation que je suis évidemment puisque depuis 20 ans, aux côtés d'Ousmane Sy et d'autres avocats de la décentralisation, je ne cesse de dire que le Mali sera demain décentralisé ou il ne sera pas. Je ne cesse de dire qu'un pays aussi divers territorialement, culturellement, ethniquement, économiquement que le Mali ne peut pas être géré comme un État central à partir de la capitale. Ce n'est pas possible.

Et une partie de la crise de confiance entre les Maliens, leurs leaders et leur État, c'est parce que les périphéries ne sont pas prises en compte par les politiques publiques, que les périphéries ne bénéficient pas des moyens qu'il faudrait dans nos politiques publiques. Et le meilleur moyen de résoudre cela, c'est la décentralisation, c'est de donner du pouvoir aux collectivités, aux communes, aux régions. Et même pour la sécurité, je suis sûr que l'on sera plus efficace avec des collectivités dotées de moyens et de capacités, plutôt que de tout décider à partir du centre.

**APP – Ce thème est donc bienvenu...**

Moussa MARA – C'est peut-être le sujet le plus approprié pour traiter la crise malienne sur le

fond, et je dirai même la crise sahéenne. C'est pourquoi il est plus que bienvenu que le Forum se décide à traiter de cette thématique. D'autant plus que, derrière cette thématique, il y a des aspects de leadership traditionnel : l'implication des leaders traditionnels dans la gouvernance et dans la gouvernance locale, sujet dont n'a jamais parlé dans notre pays jusqu'à présent. Espérons que les Actes du Forum puissent être portés – comme prévu – à nos plus hautes autorités qui sont en plein dans les réformes et que certaines réformes puissent prendre en compte les résolutions du Forum.

**APP – Dans le contexte actuel de crise économique généralisée, tenir cette année la XXIII<sup>e</sup> édition de ce Forum, qui n'a pas d'égal en Afrique, n'est-ce pas déjà un bel exploit ?**

Moussa MARA – C'est un exploit de le tenir depuis déjà quelques années parce que le Mali est en crise en réalité depuis 2012. Et le Forum de Bamako existe depuis 2000, et il n'a jamais arrêté et la crise s'est encore exacerbée avec une crise institutionnelle depuis trois ans. Il faut ainsi saluer les différentes autorités maliennes... Aussi bien quand le Forum commençait avec le Président Alpha Omar Konaré, avec ATT (Amadou Toumani Touré) avec IBK (Ibrahim Boubacar Keita) et même pendant les transitions : celle de 2012/2013 comme la transition actuelle puisque les autorités sont toujours venues participer aux travaux du Forum fondé par Abdoullah Coulibaly. Aucune autorité malienne n'a jamais empêché le Forum de se tenir. Bien au contraire, elles ont toujours accompagné le Forum. Il faut donc saluer aussi l'extraordinaire résilience de notre ami Abdoullah Coulibaly.

« Au Sahel, la menace terroriste est transnationale ».





**APP – En qualité d’ancien Premier ministre, comment jugez-vous la situation socio-économique de votre pays, situé au cœur de ce Sahel qui connaît lui-même tant de problèmes d’insécurité et de terrorisme ?**

Moussa MARA – Après les affres du Covid 19 et maintenant la guerre en Ukraine, le monde est entré dans une période un peu trouble. On a vécu l’année dernière une inflation terrible, partout sur la planète et tout le monde se retrouve plus ou moins dans une situation compliquée. Le Sahel est de surcroît la zone du monde qui souffre le plus des changements climatiques et – au cœur du Sahel – le Mali est plongé dans une crise sécuritaire et institutionnelle depuis plus de dix ans.

Autrement dit, nous avons des difficultés qui viennent s’ajouter à des difficultés. Et nous sommes tombés dans une nouvelle crise institutionnelle depuis maintenant trois ans, avec la chute du régime d’IBK. Et qui dit crise institutionnelle, dit bien évidemment des problèmes avec nos partenaires car le régime n’est pas constitutionnel.

Il y a donc beaucoup d’initiatives et de projets qui se sont arrêtés. Nous avons aussi des décisions de nos autorités qui n’ont pas facilité les partenariats, non seulement avec nos voisins, mais aussi avec la communauté internationale. Quand vous avez compris tout cela, je pense qu’il faut saluer le peuple malien de tenir encore debout, car nous avons été sanctionnés l’année dernière par la CEDEAO.

**APP – Comment sortir de la crise multidimensionnelle que connaît le Mali depuis 2012 ?**

Moussa MARA – Le contexte est vraiment très difficile : saluons la résilience du peuple malien et alertons nos autorités pour leur faire comprendre qu’elles ne doivent pas compter sur la résilience indéfinie des Maliens. Si l’on ne fait pas attention, le pays peut connaître des troubles encore plus graves. Il faut donc que nos gouvernants en tiennent compte.

Saluons la résilience et battons-nous pour sortir de cette situation. Sortir de la crise institutionnelle, sortir de la crise sécuritaire, sortir de la crise de confiance avec nos voisins et avec la communauté internationale.

Il faut aller étape par étape. Les questions de sécurité sont plus lourdes et nécessiteront plus de temps parce que la menace terroriste est transnationale, particulière et pas facile à tacler. La question institutionnelle est la plus simple. Il faut que nous sortions du régime d’exception de la transition, que nous organisions des élections les plus transparentes et les plus crédibles possibles pour nous donner un régime civil qui va au moins légaliser le visage du Mali vis-à-vis de ses partenaires. « La particularité du Mali, c’est le non-alignement »

**.APP – Et le Mali ne doit-il pas revoir son positionnement sur la scène internationale ?**

Moussa MARA – Après, il y a en effet les questions diplomatiques. Il faut sans doute que nous évoluions et que nous revenions au Mali de ces soixante dernières années, car la particularité de la diplomatie malienne a toujours été le non-alignement. On ne s’en souvient plus, mais le Président Modibo (Keita) a été reçu à la Maison Blanche et il n’était donc pas pro-Union soviétique contre l’Occident. Il a

participé à toutes les activités du mouvement de « Non alignés » avec Tito, etc. Le Président Moussa Traoré – qui était aussi à l'aise avec les États-Unis qu'avec l'Union soviétique ou la Chine – a poursuivi dans la même direction. Les Présidents Alpha Omar Konaré, ATT et IBK de même. Car la particularité du Mali, c'est le non-alignement. Et aujourd'hui nous avons des efforts à faire sur le plan diplomatique.

## **APP – Le problème de l'emploi n'est-il pas le défi majeur qui se pose aujourd'hui aux pays du Sahel, et notamment au Mali ?**

Moussa MARA – L'emploi, c'est le problème numéro un dans tous nos pays. Même le terrorisme s'explique – pour au moins un tiers – par le problème de l'emploi des jeunes. La lutte contre le chômage, mais aussi contre la pauvreté, l'injustice et la corruption est plus que jamais nécessaire pour empêcher des djihadistes de recruter une jeunesse bien souvent sans emploi et sans avenir.

En 2015, nous avons fait une enquête sur les raisons pour lesquelles les jeunes Maliens s'engagent dans le terrorisme. Ce fut une enquête réalisée auprès de jeunes terroristes capturés et en détention dans nos prisons. Vous serez étonnés d'apprendre que 40 % d'entre eux y vont juste pour prendre un salaire ! Quelque 20 % y vont pour se protéger et protéger leurs familles ; environ 15 % y vont pour avoir une reconnaissance dans leur milieu : avec une kalachnikov par exemple, on trouve les femmes plus facilement... Mais moins de 10 % y vont pour des raisons religieuses.

Tout cela pour dire que si nous ne donnons pas de réponses durables et sérieuses à tous ces jeunes, dans nos campagnes comme dans nos villes, nous n'aurons jamais de stabilité dans nos pays. Que ce soit le terrorisme, le banditisme, le trafic de drogue ou tout autres aventures malheureuses, cela ne fera que continuer...

Pour faire un lien avec le thème du présent Forum de Bamako, nous n'avons jamais apporté de réponses locales à la problématique de l'emploi des jeunes.

« J'ai initié un programme de formation professionnelle pour les jeunes déscolarisés »

**.APP – Mais ne l'avez-vous pas fait à**

## **l'échelle d'une commune de Bamako ?**

Moussa MARA – C'est exact et c'est je crois un bon exemple. Quand je suis devenu maire de la Commune IV de Bamako en 2009, j'ai dit : nous allons engager un programme de formation professionnelle des jeunes déscolarisés pour qu'ils puissent apprendre un métier d'artisanat et avoir des chances de trouver un emploi. Je n'ai rien demandé à l'État, mais j'ai convoqué les artisans, consulté les jeunes de ma commune et nous avons pris 100 jeunes pour leur apprendre la menuiserie, la mécanique, l'électricité ou la maçonnerie. Et la mairie s'engage à prendre en charge les frais de formation et les « per diem » de déplacement de ces jeunes pendant un an, et eux s'engageaient en retour à suivre leurs cours et stages de formation.

Au bout d'un an, ces jeunes avaient tous trouvé un emploi. L'année suivante, on en a pris 200 et les 200 ont trouvé un emploi. Et le ministre de l'Emploi de l'époque est venu me voir pour suivre notre exemple en m'assurant que l'État allait s'y mettre et en décidant de « labelliser » ces formations. Nous avons ainsi créé à peu près 500 emplois en 3 ans au niveau d'une seule commune.

Si tous les maires des 700 ou 800 communes du Mali avaient un projet de ce type, accompagné par l'État, imaginez le nombre d'emplois créés. Voilà une initiative locale et concrète. Car la question de l'emploi des jeunes, on ne doit pas la penser au niveau national avec de grands programmes et des milliards, on doit plutôt faire confiance aux autorités locales, les accompagner et les aider pour trouver des réponses appropriées.

APP – Vous venez de publier un nouveau livre intitulé « Le Mali entre vents et marées (2018 – 2022). Voulez-vous nous en parler ?

Moussa MARA – Ce livre, c'est le tome 2 d'un premier livre publié en 2018. Quand j'ai quitté la Primature, j'ai continué à écrire régulièrement des articles et – au bout de 2 ans – on m'a dit : ce serait bien d'en faire un premier recueil. D'où un premier tome couvrant la période 2015 – 2017, et sûr déjà d'en faire un second.

Celui-ci couvre les cinq années 2018 à 2022, particulièrement chargées en actualité avec la

réélection contestée d'IBK en 2018, les troubles et l'insécurité qui s'est vraiment développée en 2019, la chute du Président IBK et l'arrivée du Covid en 2020, le deuxième coup d'État et ses péripéties en 2021, les sanctions de la CDEAO et la guerre en Ukraine en 2022. Cette soixantaine d'articles permet d'avoir une idée précise de tout ce par quoi le pays est passé.

APP – Un dernier mot sur les échéances électorales et le référendum du 18 juin sur la nouvelle Constitution soumise à approbation. Que faut-il en attendre ?

Moussa MARA – C'est une Constitution de type présidentieliste avec beaucoup de pouvoirs donnés au chef de l'État qui en a déjà beaucoup dans la Constitution actuelle. Mais les militaires sont en général des présidentielistes, car ils ont une conception très forte du pouvoir. Il y a des innovations qui sont positives puisque nous avons la création d'une seconde Chambre, ce qui va permettre aux diversités du pays d'être mieux représentées qu'à l'Assemblée nationale. Nous aurons aussi la possibilité de destituer le Président, la stricte limitation de changement de partis car – c'est une habitude malheureuse dans notre pays – quand on change de parti on perd son mandat parlementaire. Il y a de surcroît la création de la Cour des Comptes et une forte affirmation de la lutte contre la corruption... Ce sont autant de bonnes choses.

Mais il y a aussi des éléments qui malheureusement ne sont pas à la hauteur de la crise à laquelle est confronté notre pays aujourd'hui. Cette Constitution crée aussi des divisions au sein de tous les partis et des organisations entre les pour et les contre, comme vous avez connu en France lors du référendum pour ou contre le Traité de Maastricht. En qualité d'ancien Président du Parti Yelema (Le changement), je dois donner des conseils à la direction actuelle du parti pour que le positionnement du parti ne crée pas de fragilités

Nous espérons cependant sortir de cette séquence le moins désunis possible pour aller vers les prochaines échéances électorales : les législatives prévues en octobre 2023 et les présidentielles en janvier ou février 2024.

Source : [africapresse.paris](http://africapresse.paris)





Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



# Gouvernance territoriale et locale : Experts et spécialistes donnent des pistes de réflexion



La troisième et la dernière journée du Forum de Bamako a été marquée, outre la cérémonie de clôture sanctionnée d'importantes recommandations, par deux panels et plusieurs communications. Le 8ème panel était consacré à « l'approche de la gouvernance territoriale et locale ».

Les rideaux sont tombés sur le Forum de Bamako le samedi 20 mai 2023. Comme à l'ouverture, le même engouement a entouré la cérémonie de clôture marquée par deux panels et la cérémonie de clôture.

En effet, le premier panel intitulé « approche sécuritaire, prévention et paix » a été suivi d'un deuxième, le 8ème sur l'ensemble du forum de Bamako. Il est intitulé : « l'approche de la gouvernance territoriale et locale ».

L'ensemble des sous-thèmes de ce forum est en lien avec le thème central qui est : « Développement local, comme facteur de sécurité et de paix ».

La première présentation a été faite par M. Christian Klatt, représentant résident de FES-Mali. Il a présenté les résultats du Mali-Mètre relatifs à la gouvernance sur l'enquête d'opinion « Que pensent les Maliens ? ».

Selon M. Christian, quand on parle de la gouvernance, il faut jeter un regard sur les régions. Il pense que les différences en matière d'appréciation sont un facteur déterminant. Et cela permet aux gouvernants de déterminer les priorités des populations. Selon cette enquête, les populations maliennes ont aujourd'hui comme priorité la sécurité, suivie de la justice, de l'alimentation et de l'éducation. Et les attentes fortes des Maliens sont liées à la justice. Les Maliens veulent une justice « équitable » et « transparente ».

Cependant, en termes de corruption, le constat est amer. Le niveau est très élevé dans toutes les régions du Mali. Cette corruption est plus récurrente au sein de l'appareil judiciaire, suivi de la police, de la santé, de la mairie et des douanes.

Le conférencier M. Christian Klatt a fait constater que les mesures contre la corruption existent, cependant, cette enquête révèle que beaucoup de Maliens n'en ont pas connaissance. Le niveau de connaissance est très faible.

L'autre sujet abordé dans cette présentation est relatif à « la gouvernance territoriale et développement local : enjeux, défis et pers-

pectives pour un développement harmonieux des territoires à l'abri du djihadisme ». Il a été développé par Dr Aly Tounkara, directeur exécutif du centre des études sécuritaires et stratégiques au Sahel (CE3S).

Dr Aly Tounkara, dans sa présentation, a fait savoir que de 2012 à 2023, un aperçu sur l'implication des femmes dans le mécanisme de résolution des conflits montre une amélioration notable.

Selon lui, pour éviter les conflits au sein des populations, les autorités et les légitimités traditionnelles et religieuses doivent faire l'effort d'être à équidistance. Malheureusement, dit-il, on constate qu'elles sont inféodées au pouvoir. « Un chef religieux ou coutumier n'est pas neutre ; il a un camp avec des appartenances », a-t-il fait savoir, soulignant qu'il y a « une pagaille » car on remarque que des autorités et des légitimités participent parfois plusieurs autres communications en rapport avec le thème central ont fait l'objet de débat. Il s'agit de la communication sur « l'intégration des ODD/Localisation des ODD » par monsieur Adama Barry, chef de l'Unité Développement Humain Durable, CSLP/MEF ; « Responsabilité, Redevabilité, transparence: les principes de la bonne gouvernance locale à l'épreuve de la pratique dans le contexte du développement local en temps de crises » par Dr Abdoul Sogodogo, expert gouvernance et développement local, vice-doyen de la Faculté des Sciences politiques et administratives (FSAP) et enfin la communication sur le « Dés-enclavement numérique territorial, enjeux de l'amélioration des conditions de vie des citoyens et facteur de sécurité » par monsieur Boubacar Sakho, Directeur Général de l'Agence de Gestion du Fonds d'Accès Universel (AGEFAU).

Des débats ont permis aux uns et aux autres de bien cerner les enjeux et défis de ce thème capital qu'est « l'approche gouvernance territoriale et locale ».

■ Binadjan Doumbia



## Gestions traditionnelles des crises : L'implication des légitimités traditionnelles au cœur du forum

Le Forum de Bamako, fidèle à sa devise d'approfondir la réflexion sur les sujets d'intérêt national, a comblé toutes les attentes. Face à la crise sécuritaire qui ébranle le Sahel, le panel 7 portait sur le thème : "Approche sécuritaire, prévention et paix/ Territoire et conflits : la sécurité et la prévention des conflits, enjeux essentiels de qualité de vie dans les communes". Mamadou Ben Chérif Diabaté, expert en communication, et Dr Saran Kaba de Guinée Conakry ont largement contribué à ce thème. C'était le samedi 20 mai 2023 à l'hôtel du Salam.

Il est important de rappeler que les cultures africaines ont élaboré depuis le troisième siècle des dispositifs traditionnels d'adoucissement et de régulation des tensions sociales par le canal des relations contenues dans des

codes et règles conventionnellement établis et détenus par les chefs de villages ou de fractions aidés par leurs conseillers et leurs griots. Ce mécanisme véhicule et inculque des rapports conviviaux entre membres d'un même lignage, l'acceptation et le respect de l'autre, les vertus sociales comme le goût de l'effort, le courage, l'intégrité, la soumission à la morale sociale, le patriotisme, la défense du bien commun, la tolérance, la solidarité, etc. Ces dispositifs de la gouvernance communautaire multiséculaires ont des vertus extrêmement positives dans le cadre de la recherche de la paix. Elle s'appuie sur les valeurs culturelles (Danbé), religieuses (Dinaw) et le genre (Tièw ni Moussow ni denmisew). La consolidation de la paix et de l'unité au niveau communautaire d'abord, ensuite dans la communauté, dans le royaume, dans l'empire. Ils constituent

un hymne à la paix et une invitation à la synergie d'actions pour tous les citoyens pour conjurer à jamais les dérives identitaires, l'extrémisme violent et autres sources maléfiques de conflits en vue d'édifier un royaume où il fait bon vivre.

Dans son exposé, Mamadou Ben Chérif Diabaté, expert en communication, a fait savoir que dans la société malienne et conformément à chaque aire culturelle, et au niveau de chaque communauté, existent des instruments de prévention des conflits et/ou de gestion des conflits, dont l'utilisation judicieuse et de façon appropriée permet d'éviter bien des malentendus. Ma contribution permet de dresser le tableau récapitulatif des réponses les plus pertinentes conformément à la culture malienne.

L'application de ces mécanismes est confiée à la chefferie traditionnelle, aux communicateurs traditionnels, aux religieux (hommes et femmes) ainsi qu'à d'autres personnes ressources. Les chefs de villages sont issus d'une famille et d'une communauté auxquelles la coutume reconnaît leur légitimité. Ils sont donc responsables de la préservation des vies et des biens dans la communauté. Je vous propose ici quelques éléments du riche réper-





toire d'instruments complémentaires dans la prévention des conflits et de modes de gestion des conflits qui confortent la place du chef de ménage, du chef de village et de la mission transversale de la femme sur lesquels nos devanciers se sont appuyés pour faire régner en synergie la paix et la qualité de la vie dans leurs villages, fractions ou royaumes. Bassa kélé : voir (récit)... Prévenir vaut mieux que guérir « kélé kun bé ka fisa kélé ban yè ». Il est important de retenir que la loi (justice), la charia (religion) et les valeurs traditionnelles (Danbé) au Mali ont le même fond et se résument dans la justice transitionnelle depuis le 13<sup>ème</sup> siècle (1236). Nous avons les Tons en tant que structure de veille pour l'ordre et la discipline, et l'application des règlements établis et admis par la communauté (homme/femme), le siguignokonya ou cohabitation, voisinage, le dafagnokonya ou complémentarité, le nafagnokonya ou la reconnaissance réciproque des rôles de chacun dans le fonctionnement de la société, dans la cohabitation, le demegnokonya ou l'entraide mutuelle, la solidarité, le fourouniokonya ou liens contractés à travers le mariage. Ces liens unissent au-delà des deux conjoints, les familles et même des clans ou des villages entiers, le karignokonya/flankourouyokonya ou liens entre éléments d'un même groupe d'âge, d'une même génération (les classes d'âge). Ces liens demeurent sacrés entre ses éléments et imposent à chacun un devoir de solidarité mutuelle, d'assistance et de respect des engagements, le terignokonya ou liens de

camaraderie ou d'amitié. Ils se fondent sur la confiance, la fidélité et l'assistance mutuelle sans considération de sexe, d'âge ou de religion, le sanankouya : communément appelé parenté à plaisanterie ou encore cousinage à plaisanterie, semble être à bien des égards, le compromis traditionnel trouvé par les anciens pour prévenir ou dénouer les conflits relationnels, ou du moins, détruire les tensions sociales en tissant entre les ethnies en présence une parenté qui les oblige à se parler, se tolérer et s'entraider. Ces pratiques, ces jeux d'alliances entre les hommes ont été institués par les sages pour contenir tout emportement (colère/déviante, etc.), même si le contentieux appelait à verser du sang, pour dédramatiser la situation (banalisation) la rendant supportable au point d'être dérisoire, pour finir dans

le rire amusé, édulcorant toute issue tragique ou douloureuse.

Les chefs de villages, les femmes et les jeunes étaient autrefois garants de la stabilité et de la paix sociales, mais depuis l'indépendance, ils ont été dépossédés de leurs pouvoirs, selon plusieurs chercheurs et observateurs. Cet atelier ne devait exclure aucune initiative, en particulier les acquis de la culture de la paix qui ont résisté à l'épreuve du temps. En tant que communicateurs traditionnels, nous considérons que l'implication des femmes et des jeunes est indispensable pour soutenir les autorités traditionnelles dans la prévention et la gestion des conflits au Mali, si nous voulons une paix durable et pérenne. Selon la conviction de nos ancêtres, la personne humaine est la ressource la plus précieuse. C'est pourquoi ils ont tout mis en œuvre pour conférer aux hommes, aux femmes et aux jeunes toute l'expression de leurs dimensions afin qu'ils soient efficaces dans la prévention et la gestion des conflits et qu'ils puissent jouer leurs rôles à la satisfaction de la population en matière de paix et de sécurité dans la gouvernance locale.

Dr Saran Kaba de Guinée Conakry a partagé son expérience, notamment dans la résolution de la crise en Sierra Leone et au Liberia. Elle a mis l'accent sur le rôle particulier que les femmes ont joué dans cette affaire, ce qui a permis de circonscrire les dégâts. Les participants ont reçu des réponses appropriées à toutes les questions posées.

■ Ibrahim Sanogo





## 23ème édition du Forum de Bamako : Quelques images de la soirée culturelle du Samedi 20 Mai 2023

Cette soirée de détente a enregistré la participation de plusieurs personnalités nationales et internationales, parmi lesquelles le Vice-président du Conseil Natio-

nal de la Transition (CNT), le Patron de la Minusma, l'Ambassadeur du Qatar au Mali, le chargé d'Affaires de l'Ambassade du Burkina Faso, le Conseiller diplomatique de l'Ambas-

sade de Grande Bretagne au Mali, le conseiller diplomatique de l'Ambassade du Canada au Mali, ainsi que des délégations du Sénégal, du Gabon et de la Guinée, ainsi que des participants venus d'Europe.

Durant cette soirée, plusieurs personnalités ont été honorées. La soirée a été animée par le célèbre Ensemble instrumental du Mali et l'Orchestre Badeya. Vivement la 24ème édition qui aura lieu sur le thème : « La Culture, facteur de Paix. »

■ La rédaction









# Sommet Chine-Asie centrale : Solidarité pour une coopération régionale plus dynamique



Les rideaux sont tombés sur le Sommet Chine-Asie centrale le vendredi 19 à Xi'an, dans le Nord-ouest de la Chine. Cette rencontre régionale a vu la participation des présidents kazakhs, Kassym-Jomart Tokaïev, kirghize, Sadyr Japarov, tadjik, Emomali Rahmon, turkmène, Serdar Berdimoukhamedov, et ouzbek, Chavkat Mirziyoiëv aux côtés de leur hôte, le président chinois, Xi Jinping. La Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan se sont engagés à l'issue des deux jours de travaux intenses d'insuffler plus de dynamisme dans leur coopération au plan multilatéral. Il est question de s'unir davantage pour promouvoir la paix et la sécurité régionales, gages d'un développement socioéconomique profitable à toutes les parties. Les résultats de cette rencontre majeure ont démontré déjà la volonté commune de la Chine et des cinq pays de l'Asie centrale d'harmoniser leurs vues sur plusieurs préoccupations à tout le moins communes. Les 54 propositions de coopération dans de multiples domaines, les 19 plate-

formes de coopération multilatérale et les 9 documents sur la coopération multilatérale traduisent éloquemment cette communauté de vision pour une coopération régionale dans un avenir prospère et pacifique. Des domaines comme ceux de la lutte contre la pauvreté, l'énergie, l'agriculture, l'économie, le commerce, la sécurité ont été, entre autres, ciblés à l'unanimité par le président chinois, Xi Jinping, et ses hôtes pour bâtir de façon durable la communauté d'avenir partagé Chine-Asie centrale plus étroite.

Dans cette perspective de raffermissement des liens pour la paix, la stabilité régionale, et le développement, la Chine, en tant que locomotive des pays en développement, a réaffirmé sa disponibilité à partager son expérience avec les cinq autres pays. À ce titre, l'union sacrée des deux parties, de l'avis de Xi Jinping, est un impératif dans la défense des intérêts fondamentaux respectifs comme la souveraineté, l'indépendance, la sécurité et l'intégrité territoriale. D'où l'importance d'as-

seoir un paradigme plus pragmatique de coopération qui consolide non seulement les acquis et les liens étroits, mais aussi trace les sillons d'une convergence de vues sur diverses questions d'intérêt commun.

Toutes ces bonnes intentions ne peuvent être viables que dans un environnement où toutes les formes de criminalités préjudiciables à la sécurité seront combattues dans un élan de mutualisation des efforts. À ce titre, la Chine, pays hôte de la présente édition du Sommet Chine-Asie centrale a invité les parties participantes à lutter ensemble contre toute forme de terrorisme, de séparatisme et d'extrémisme, le trafic de drogue et la criminalité transnationale. En faisant un front commun contre ces maux, c'est ériger des remparts contre les menaces à la paix et à la stabilité dans la région. C'est également rendre propices toutes les initiatives de développement qui sont envisagées dans cette nouvelle ère d'une coopération ayant comme priorité la prospérité des nations, et partant le bien-être

des peuples. Des mécanismes tels que l'Initiative pour le développement mondial, l'Initiative pour la sécurité mondiale et l'Initiative pour la civilisation mondiale portées par la Chine ont été bien appréciés par les cinq chefs d'État d'Asie centrale pour promouvoir les efforts de paix et de stabilité.

En un mot, le rendez-vous de Xi'an a été une fois de plus l'occasion pour le président chinois, Xi Jinping, de montrer la volonté de son pays à jouer son rôle d'acteur clé dans le développement socioéconomique des États dans la région de l'Asie centrale. C'est pourquoi il a proposé la création d'un partenariat de développement énergétique Chine-Asie centrale, l'accélération de la construction de la ligne D du gazoduc Chine-Asie centrale, le renforcement du commerce de pétrole et de gaz, le développement de la coopération énergétique sur l'ensemble de la chaîne industrielle, et la promotion de la coopération dans les domaines des énergies nouvelles et de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. La coopération dans l'innovation verte avec les pays d'Asie centrale dans des domaines tels que le traitement des sols, l'irrigation économe en eau, et la création de parcs d'entreprises de haute technologie et de technologies de l'information figurent également parmi les propositions faites par la Chine aux pays de l'Asie centrale.

En plus d'appeler à la solidarité agissante entre la Chine et les cinq nations de l'Asie centrale face aux défis communs et à une communauté de vision dans la promotion de la paix et du développement dans la région, le Sommet de Xi'an a eu également le mérite de dégager un Mécanisme du Sommet Chine-Asie centrale. Une décision qui va favoriser davantage l'ancrage institutionnel de cette initiative de coopération régionale qui aura un rythme biennal et tournant dans les six pays membres.

**(Note de l'éditeur : Cet article reflète le point de vue de l'auteur Karim Bado et pas nécessairement celui de CGTN.)**

(Photo : VCG)

Source : français.cgtn.com

## Listes électorales : Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé recalés

**D**epuis leur retour de la Cour Pénale Internationale (CPI), Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé n'ont cessé d'animer la vie politique ivoirienne. Comme on pouvait s'y attendre, les deux ont repris de si belles politiques qui les réunissaient depuis des années. Cependant, les deux dinosaures politiques ne semblent pas au-dessus de leurs peines car même libres, ils éprouvent des difficultés pour figurer sur les listes électorales.

S'ils sont de retour en Côte d'Ivoire et ont repris, chacun de son côté, leurs activités politiques, Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé connaissent des fortunes diverses. Après avoir lancé un nouveau parti politique, Laurent Gbagbo s'apprête à engager ses partisans dans la première élection locale depuis plus de dix ans d'absence sur le terrain politique. Charles Blé Goudé, quant à lui, s'est engagé dans une campagne de "réconciliation" et préfère attendre avant d'engager son parti dans une élection. Tous deux ont fait acte de réinscription sur les listes électorales en décembre dernier mais n'auront pas gain de cause.

Impasse Selon le Président de la Commission électorale indépendante (CEI), le Code électoral précise qu'on ne s'inscrit qu'une seule fois sur les listes électorales et que l'inscription, en principe, se fait à vie, "sauf dans deux cas". Elle est suspendue quand on est "déchu de

ses droits civils et politiques" et est "suspendue définitivement en cas de décès". Dans le cas de celui qui est déchu de ses droits civils et politiques, après exécution ou bien si le motif qui justifiait sa déchéance disparaît, soit la Commission électorale prend l'initiative de l'inscrire, soit lui-même vient le faire à l'occasion du contentieux lorsqu'il aura constaté que son nom n'y figure pas.

Après avoir obtenu une grâce présidentielle en août 2022, Laurent Gbagbo continue de réclamer "une amnistie" afin de lui permettre de participer pleinement aux différents processus électoraux à venir. Si cette situation perdure, il sera écarté d'office de l'élection présidentielle de 2025 pour laquelle il se prépare, le Code électoral ivoirien stipulant que nul ne peut être éligible s'il n'est électeur. Une sorte d'épée de Damoclès qui pèse au-dessus de sa tête et qui lui impose un "autre combat". Des observateurs politiques s'interrogent aussi sur la participation ou non de son parti aux élections locales à venir. Un boycott, qu'il soit "actif ou pacifique", pourrait à nouveau crispier un climat politique largement apaisé depuis le retour de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé.

■ Binadjan Dumbia





## Communication sur l'interview de monsieur Ousmane Sonko

**D**n ma qualité de conseil de Monsieur Ousmane SONKO persécuté et brutalisé par les autorités qui agissent sans mandatement de la justice et aux mépris de la constitution, des lois et règlements, j'ai le devoir de traduire en langage juridique certains passages importants du discours qu'il a tenu à travers une interview de Walf TV (une télévision privée) en date du 19 Mai 2023.

a) Sur la contumace :

Le contumax peut être reconnu coupable et condamné ou reconnu non coupable et acquitté. Aucune disposition de la loi n'oblige la Chambre Criminelle à prononcer une décision

de culpabilité du seul fait de la contumace.

Une lecture attentive de la loi, permet de savoir que lorsque les faits ne sont pas avérés ou ne sont imputables pas à un accusé, la cour criminelle prononce l'acquittement nonobstant la contumace.

Par ailleurs, toute juridiction de jugement a l'obligation de motiver sa décision sur la culpabilité ou sur l'acquittement, ce qui signifie que nonobstant la contumace, elle a l'obligation d'examiner le dossier pour tirer sa conviction sur l'existence ou non de charges suffisantes avant de rendre une décision dans un sens ou dans l'autre.

La contumace n'est rien d'autre que le défaut simple en matière criminelle avec cette différence qu'elle n'est susceptible ni d'appel, ni de pourvoi en cassation et cette réserve qu'en cas d'arrestation ou de constitution de prisonnier, la condamnation est anéantie de plein droit sauf si le contumax acquiesce de la décision qui a été rendue dans les 10 jours.

La justice est une autorité qui tire son indépendance et son impartialité de la constitution et des instruments internationaux ratifiés par le Sénégal.

Toutefois, le juge doit d'abord être libre et indépendant dans la tête et dans l'esprit pour pouvoir traduire cette liberté et cette indépendance à travers ses décisions.

Toute justice perd sa crédibilité lorsque les citoyens ont la claire conscience qu'elle est arimée ou inféodée au pouvoir exécutif aliénant



son indépendance et sabordant son autorité ou simplement, lorsque ceux qui la rendent font montre de couardise.

L'histoire judiciaire du Sénégal regorge de juges jaloux de leur autorité et de leur indépendance. Il en existe encore en foison et ils vivent dans la dignité toutes formes de persécutions et de complots inimaginables sans jamais abdiquer.

Le dossier de la chambre criminelle est dans la rue entre les mains de tous les citoyens et il n'existe aucune vidéo versée par Adji SARR ou par ses conseils dans la procédure. Cette dernière ne contient des éléments de preuves audiovisuelles et de documents apportés par la défense ou des témoins à décharge, ainsi que des variations de Adji SARR et des empreintes indélébiles de comploteurs de la République, qui donnent toutes les raisons de croire à une conspiration d'Etat pour fausser les jeux démocratiques et écarter de la compétition électorale majeure un opposant politique dont tout établit qu'il gagnerait au 1er tour au suffrage universel direct pour une 3ème alternance démocratique.

b) Sur la comparution :

Lorsque l'accusé ne comparait pas parce qu'il se trouve dans l'impossibilité absolue de déférer à la citation, la chambre criminelle informée de cette situation par ses parents, amis ou son conseil, peut reconnaître l'excuse de non comparution légitime, et sursoir au jugement de l'accusé. En clair, le juge criminel peut suspendre le jugement.

Aucun juge ne peut alléguer ignorer les motifs pertinents qui sont la cause du défaut de comparution de Monsieur Ousmane Sonko. Sa dignité, la sécurité de sa personne, sa vie, sa santé et son intégrité corporelle étant menacées à chaque occasion, il a l'excuse la plus pertinente et valable qui puisse exister pour un juge.

Avant même l'expiration des délais impartis par la loi à Monsieur Ousmane Sonko pour qu'il se présente au Greffe de la Cour d'Appel de Dakar pour assurer de sa représentation le lendemain à l'audience préalable au jugement pour la vérification de l'identité des accusés, toute la commune de Ziguinchor qu'il dirige a été envahie par des forces de répression et des unités d'élites équipées d'un matériel impres-

sionnant que rien ne justifie dans un Etat de droit face à une population civile.

La Chambre Criminelle est saisie d'un renvoi de deux (2) accusés, à savoir Ndèye Khady Ndiaye une autre innocente et victime poursuivie pour complicité et Monsieur Ousmane Sonko poursuivi comme auteur principal sur la base de fabulations d'une fille qui se joue de la République.

Tout le quartier où se trouve la résidence de Monsieur Ousmane Sonko a été quadrillé et barricadé, donnant toutes les raisons de penser, qu'une volonté occulte avait pris la ferme résolution de procéder à son enlèvement brutal, alors que la Chambre Criminelle saisit du dossier n'a jamais décerné une ordonnance de prise de corps.

C'est une erreur grossière de vouloir exécuter l'Ordonnance de prise de corps du Doyen des Juges qui est caduque de plein droit, ce qui résulte d'une bonne compréhension des nouvelles dispositions sur la chambre criminelle qui affecte au seul Président de la juridiction de jugement de décider de la comparution libre ou de l'arrestation de l'accusé s'il estime nécessaire la détention de ce dernier ou lorsque la personne ne se présente pas au greffe du tribunal pour assurer sa représentation le jour de l'audience et, nulle autre autorité de l'Etat n'a compétence pour envoyer la force publique se saisir d'un accusé.

Il s'est trouvé que le Président de la Chambre Criminelle n'a pas estimé nécessaire la détention d'aucun des accusés qui auraient dû bénéficier d'un non-lieu, la plaignante s'étant toujours empêtrée dans des variations avec des déclarations que l'instruction n'a jamais pu établir.

Toute arrestation de Monsieur Ousmane Sonko est illégale et arbitraire et ne peut que traduire les dérives et le despotisme de l'Etat qui ne semble pas préoccuper de la séparation des pouvoirs, de l'autorité de la justice, des droits fondamentaux des citoyens, des exigences d'un Etat de droit. La paix n'a pas de prix.

Monsieur Ousmane Sonko n'appartient plus au seul Sénégal. Il appartient désormais à l'Afrique et à toute la jeunesse du monde.

d) Sur l'Etat de droit et le respect des libertés :

Il appartient à l'Etat de faire respecter la dignité, la sûreté et la sécurité de Monsieur Ousmane SONKO et de faire arrêter toutes les formes de dérives totalitaires, de privation de libertés, de violences que ce dernier a toujours subi et que continue de subir la population civile avec des arrestations systématiques, planifiées et exécutées froidement avec le fer de lance de forces répressives et la manipulation d'une partie de l'appareil judiciaire qui d'ailleurs commence à s'affranchir.

Pour cela, le retrait immédiat de la logistique impressionnante transférée à Ziguinchor en matériels, en forces de combat et de répression que ne justifie ni la sécurité de Monsieur Ousmane SONKO, encore moins la sécurité de la ville de Ziguinchor est un préalable, d'autant que cette logistique une fois la mission occulte accomplie, s'évaporerait de tous les environs de cette région.

Ensuite, la libération de toutes les personnes injustement arrêtées et incarcérées ainsi que l'arrêt de toutes les persécutions et poursuites de journalistes, personnel médical, hommes politiques, travailleurs, activistes, élèves, étudiants, enseignants, chômeurs diplômés ou non diplômés, avocats poursuivis par le conseil de l'ordre et en général toutes les personnes qui ont eu à exprimer leur opinion sur le fonctionnement des institutions ou sur l'urgence de mettre fin à tout ce qui envenime l'instabilité sociale actuelle dont l'Etat se trouve être le seul et unique responsable, est une exigence de la nation.

Tout un peuple ne peut être embastillé. La plupart des juges l'ont compris, ce qui explique les relaxes massives constatées à travers tout le pays, ce qui constitue une tendance qui devra s'affirmer, pour la crédibilité de l'Institution et l'affirmation d'une indépendance qu'il est temps de revendiquer et de reconquérir.

Dans tout Etat où il n'y a pas de séparation des pouvoirs, la dictature s'installe jusqu'à ce que le peuple reprenne ses droits, et ce sera le crépuscule des gouvernants et des juges.

Dakar le 20 Mai 2023

Maître CIRE CLEDOR LY

Membre Du Collectif Des Avocats De La Defense de Monsieur Ousmane SONKO



# La domination du Mali : Résultat des programmes de développement des jeunes, selon l'entraîneur Moussa Sidibé

**Bamako (Mali) – les équipes de jeunes du Mali continuent d'exceller sur le continent africain, malgré les myriades de défis auxquels sont confrontés les autres pays.**

**E**n fait, elles semblent avoir trouvé une formule gagnante, qui est restée inchangée. Depuis la création du championnat d'Afrique féminin U16 de la FIBA, la domination de la nation ouest-africaine a tenu bon contre toutes les tentatives dirigées contre elle. Avec un record de sept titres à leur actif, les Maliennes peuvent se vanter d'avoir une mainmise sur le titre et n'ont pas l'intention de le

laisser s'échapper.

Sur les sept matches finales remportées par le Mali, l'Égypte ne l'a seulement menacé de près qu'à deux reprises (62-61 à Maputo en 2013) et 68-65 au Caire en 2021). Le Mali a toujours su revenir au sommet quand il le fallait. Chaque championnat comporte des défis différents, mais la philosophie est restée la même. Le Mali a dominé tous les champion-

nats en gagnant et en améliorant son record historique.

Au cours de ce processus, le Mali a produit au moins quatre MVP : Farima Touré (2009), Rokia Doumbia (2015), Aissetou Coulibaly (2017) et Rokiatu Berthe (2021).

Le Mali a également, en vertu de sa domination en U16, formé des joueuses en U18, ce qui lui a permis de participer à 10 des 15 éditions de la Coupe du monde de basket-ball féminin U19 de la FIBA, avec une demi-finale en 2021 lorsque la Hongrie a accueilli le championnat.

Ces joueuses ont poursuivi leur carrière en passant au niveau supérieur et en obtenant de bons résultats. Le sélectionneur du Mali, Moussa Sidibé, n'a pas l'intention de laisser échapper le titre et est convaincu que l'équipe perpétuera la tradition de la victoire.

Il a admis, lors d'un entretien avec FIBA.basketball, que la participation à la phase finale du Championnat d'Afrique féminin U16 de FIBA 2016 à Monastir en juillet sera sa première expérience avec l'équipe.

Et malgré les défis que représentent les exploits réalisés auparavant, il espère que le Mali pourra enlever son huitième titre.

"Je n'ai jamais entraîné l'équipe jusqu'à présent. En effet, c'est un grand défi pour moi et je félicite mes prédécesseurs", a-t-il déclaré, ajoutant : "Ils ont fait un travail à la fois remarquable et exceptionnel."

Le coach Sidibé a également révélé que ce qui a fonctionné pour le Mali est un plan délibérément conçu afin de permettre aux équipes U16 qui suivraient de briller. "C'est dû à la politique de développement du mini-basket et au projet de développement des centres d'entraînement".

S'il admet que l'Égypte se développe rapidement à ce niveau également, Sidibé pense que le Mali a encore une longueur d'avance. "Ces dernières années, l'Égypte est devenue une menace potentielle pour cette catégorie mais quoi qu'il en soit, nous serons concentrés sur les objectifs et nous mettrons toutes les chances de notre côté pour les atteindre à Tunis, inshallah", a expliqué Sidibé.

Source : FIBA





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous mènerez vos projets d'une main de fer. Les plus réticents vous suivront et vous accorderont confiance. Votre assurance impressionnera et vos arguments bien ficelés feront mouche, si bien que vous réussirez là où d'autres échoueraient.

Vous pourriez user de quelques stratagèmes pour faire rentrer les sous, surtout si l'on en vous en doit. Vous remettez vos comptes à plat afin que vos débiteurs vous remboursent, même s'il s'agira de petites sommes, afin que tout soit bien clair.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

La hausse de vos responsabilités ne vous apaisera pas... Vos prérogatives ? Vous allez en user, en abuser même ! Ami Taureau, vous pourrez même manquer d'indulgence à l'égard de collègues qui vous ont soutenu, il n'y a pas si longtemps que cela...

Aujourd'hui, ami Taureau, vous serez capable de tout dilapider sur un simple coup de tête, et de trouver de multiples occasions de renflouer votre compte bancaire. Faites tout de même attention qu'un jour ne ressemble pas à un autre ! Message reçu ?



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un travail en équipe continue. Il est profitable pour le rendement ! Vous tissez un lien avec un collègue. Gardez tout de même vos distances. Il peut vous critiquer une fois le dos tourné ! Cette ambiance est à éviter. Restez limité dans vos confidences !

Pour éviter des frais, ne sortez pas ! Le shopping est responsable de folles dépenses ! Elles concernent les vêtements et la décoration. Comparez les tarifs ! Des coups de coeur peuvent être regrettables. Des articles peu utiles tombent dans votre panier !



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez un peu de mal avec toute forme d'autorité, et les rapports entre collègues s'en ressentent. Des tensions risquent de se produire, sans que vous en soyez totalement conscient. La prudence est donc conseillée dans les relations professionnelles.

Votre clairvoyance et votre lucidité sont mises à mal concernant vos finances. Vous pourriez vous fourvoyer, ce n'est pas habituel, la vigilance s'impose. Il serait judicieux de prendre conseil parmi votre entourage, afin de ne pas faire de bêtises.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez une vision professionnelle différente et probablement mieux appropriée à vos défis professionnels. Sans toucher aux bases ou à la structure de votre activité, vous y apporterez une touche créative qui vous fera sortir d'un système de rigueur.

Ce sera probablement parce que la pleine Lune en Scorpion vous provoquera une insécurité financière que vous déciderez de changer complètement de mode de vie dans le but de réaliser des économies. Vous ferez la chasse aux frais et dépenses inutiles.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Présente dans votre domaine professionnel, la nouvelle Lune enclenchera aujourd'hui la marche arrière, ce qui aura comme conséquence immédiate de laisser sur place votre chance... Ami Vierge, de nombreuses personnes vont vous remonter les bretelles.

Plus de travail sans avoir plus de pépettes... Ce sera la mauvaise surprise du jour ! Elle sera initiée par la nouvelle Lune. Certaines heures seront transformées en RTT. Vous direz à qui veut l'entendre que ce ne sont pas les RTT qui remplissent les frigos...



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un nouveau contrat peut arriver. C'est par le biais d'un collègue que la chance arrive. Une opportunité inattendue se présente. Vos tâches consistent à organiser. Vous le faites avec une conscience professionnelle. Ce comportement séduit votre hiérarchie.

Les revenus sont stables et tirent vers la hausse. Aujourd'hui, vous pourriez avoir la folie des grandeurs ! Les frais partent dans le véhicule ou l'essence. Un petit voyage entre amis peut vous revenir cher ! Votre vie sociale provoque des frais.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Modérez votre nature fougueuse au bureau, vous risquez de vous emporter ! Les rapports sont remplis de tensions, et votre esprit a du mal à être réaliste ou impartial. Vous supportez mal les remarques qu'on pourrait vous faire. Détendez-vous.

Des envies de voyage vous taraudent, et vous voulez vraiment vous offrir ce beau voyage que vous attendez depuis longtemps ! Il est temps de faire des économies, mais ce n'est pas à l'ordre du jour, vous n'avez pas la tête, et votre esprit s'égaré.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Battez le fer pendant qu'il sera chaud, car vous aurez la possibilité de réaliser un score dans votre activité. On vous demandera de remplacer quelqu'un au pied levé, ce qui permettra de démontrer l'étendue de vos capacités dans un domaine différent.

Des décisions relatives à l'argent soulèveront la polémique et vous marqueront votre désaccord, hélas, sans pouvoir renverser la situation. Vous ne serez pas seul à mener le combat. Mars en Verseau vous aidera pour lutter contre les irrégularités.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

La Lune, en opposition dans votre signe, vous mettra considérablement en porte-à-faux. En conséquence de quoi, certains collaborateurs pourront vous lâcher sans la moindre explication ou vous éviter à la machine à café... Cela vous laissera sans réaction !

Côté argent, vous aurez beaucoup à prouver... Aux autres, bien entendu, mais aussi à vous-même ! Vous aimerez montrer que vous pouvez avoir, vous aussi ami Capricorne, l'étoffe d'un gestionnaire ! Une sorte de revanche ou de mise au point...



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes peu écouté ! Des rivalités se multiplient. Elles sont plus sournoises que vous ne le pensez. Ne confiez pas votre rêve professionnel. Restez secret sur vos ambitions. De la contrariété survient en cours de journée ! Vos tâches ralentissent.

Saturne en Verseau apporte une stabilité durable. Des petits projets concernent l'habitation. Aménager différemment les pièces vous tente. Cela représente des petites sommes. Mais elles s'ajoutent aux frais obligatoires. Il y a peu d'inquiétude à avoir.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez un mal fou à vous concentrer, et vous vagabondez dans votre univers plutôt que dans votre travail ! Les discussions risquent de s'envenimer, au grand dam de vos collègues, qui se sentent impuissants à vous faire entendre raison. Prudence.

La configuration astrale du moment vous apporte une forte propension à savoir ce que vous voulez. Une chose est sûre, votre sécurité financière vous pousse à atteindre vos objectifs, mais aujourd'hui, votre esprit est bien confus, vous n'êtes plus sûr de rien !



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



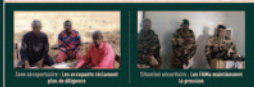
1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com